

Projecteur

Jeudi 5 s

abus sexuel sur enfants

Congrès de Stockholm : les déclarations générales de Marie-Josée Jacobs

Représentant le Luxembourg au congrès de Stockholm sur l'exploitation sexuelle des enfants, Marie-Josée Jacobs a rendu compte hier des suites que devraient y donner le Grand-Duché. Beaucoup de déclarations générales.

C'est bien l'affaire Dutroux qui a attiré l'attention de l'opinion publique sur le congrès de Stockholm qui a rassemblé du 27 au 31 août 1 000 délégués venant de 126 pays. Lutter efficacement contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales était l'objectif affiché par les représentants gouvernementaux et les ONG présents. Plus de deux millions d'enfants, en Asie principalement, seraient actuellement victime de la prostitution, de la pornographie ou d'autres trafics sexuels malsains. La clientèle, grâce à ses devises, est évidemment occidentale.

Le Luxembourg représenté par SAR la Grande-Duchesse Héréditaire et le ministre de la Famille Marie-Josée Jacobs a activement contribué aux travaux en proposant notamment un traitement du problème au niveau européen. C'est accompagné de Marc Fischbach, ministre de la Justice, que Marie-Josée Jacobs a rendu compte, hier, des travaux du congrès et de ses conclusions.

En ce qui concerne le tourisme sexuel, le ministre de la Famille a tenu à affirmer que l'abus sexuel est un acte criminel, où qu'il soit commis. Un certain nombre de pays européens, dont l'Allemagne, se sont d'ailleurs dotés d'un arsenal législatif leur permet-

tant de poursuivre dans leur propre pays les auteurs d'abus sexuels commis dans des pays étrangers.

30 détenus à Schrassig

Le Luxembourg est favorable à la mise en place d'une telle loi dite d'extraterritorialité. Mais il faudra attendre la prochaine réunion des ministres de la Justice des pays de l'UE pour avancer sur ce terrain. Marc Fischbach préférant attendre les propositions de la présidence irlandaise pour décider de la marche à suivre. Heureusement, cette réunion se tiendra dans les semaines à venir. Marc Fischbach a par ailleurs avancé le chiffre de 30 détenus actuellement incarcérés à Schrassig pour violences sexuelles sur enfants (ce qui semble peu au vu des 121 viols commis l'an dernier sur des mineurs !). Il a aussi fermement affirmé la volonté de son ministère d'assurer, en collaboration avec les services de la santé notamment, un suivi de ces détenus par des médecins, psychologues et agents de probation. Or ces derniers qui constituent un lien privilégié entre le détenu, l'administration et le monde extérieur sont peu nombreux et sont en moyenne chargés de la prise en charge de 83 détenus. Il faudra donc consentir de gros efforts si l'on veut passer de la simple déclaration d'intention à une action efficace.

De son côté, Marie-Josée Ja-



Destination privilégiée de beaucoup de vacanciers, la Thaïlande est aussi un des pays les plus touchés par la prostitution infantile.

cobs a encore mis l'accent sur la nécessaire prévention en la matière : à l'école, dans la famille, dans les rangs des forces de l'ordre et des magistrats, dans la vie de tous les jours... Car le phénomène s'étend, tant dans les pays du tiers-monde que sous nos propres latitudes, « même si beaucoup de choses restent cachées ».

Le ministre de la Famille, rejoignant son collègue de la Jus-

tice a également préconisé un suivi médico-social des auteurs, « qui ont souvent été victimes dans leur propre enfance », en estimant que ceux-ci pouvaient être des membres très honorables de la société. Elle a encore exprimé son désir de voir s'ouvrir un grand débat public portant sur le sujet.

Moins vague et moins générale, l'intervention de Robert Soisson, président de la Fédéra-

tion internationale des communautés éducatives, qui a proposé une loi exemptant les enfants victimes d'abus de témoigner devant les tribunaux. Il a encore souligné le besoin crucial de structures auxquelles les enfants peuvent s'adresser.

Des propositions et problèmes auxquels seuls les politiques pourront répondre..

F.G.